Les propos tenus par Frédéric Valletoux, Président de la Fédération Hospitalière de France (FHF) à l'occasion de l'inauguration du Salon Santexpo, soulignent une fois de plus la méconnaissance et le mépris criants de ce dernier pour la médecine libérale.

M. Valletoux, qui n'en est pas à sa première sortie anti-médecine libérale, a souligné une fois de plus aujourd'hui sa volonté de placer la médecine libérale sous la coupe de l'hôpital. Mais qui compense d'ores et déjà la prise en charge des urgences et des soins non programmés sur les territoires, si ce ne sont les libéraux ?

Ces déclarations sont un non-sens à quelques heures de la nomination d'un nouveau Ministre de la Santé, à quelques semaines des législatives – qui plus est, pour un candidat qui se dit de terrain et qui sollicite le suffrage des électeurs pour être réélu Député de la Nation, donc de tous les Français, y compris des médecins libéraux. Elles témoignent à tout le moins d'une approche hors sol, inutilement clivante des enjeux du terrain, et surtout, inadaptée à la situation vécue par les libéraux au quotidien, et à une prise en charge améliorée des patients.

Ces déclarations témoignent également d'un esprit systématique d'opposition indigne des enjeux auxquels le système de santé est confronté ; ceux-ci imposent, dans la situation démographique actuelle, cohésion, cohérence, complémentarité, agilité et solidarité de tous les acteurs. La situation, tant des hôpitaux, que de la médecine libérale et du secteur médico-social, appelle à la responsabilité et à l'unité, et passe par la reconnaissance du travail de chacun. Le mépris est ici, comme ailleurs, irresponsable.

Plus que jamais, la CN URPS-ML demande au Gouvernement, et à Mme la Première Ministre, de lancer un travail pour fixer et permettre la reconnaissance de ce qu'est la médecine libérale au quotidien, de ce qu'elle a apporté à la crise, du service rendu par les médecins libéraux

dans les situations d'urgence comme de suivi des patients. Il est urgent de ne plus mépriser celles et ceux qui, au quotidien, accompagnent d'ores et déjà dans les faits l'hôpital – dont nous ne nions pas les difficultés – à tenir debout. Mais les médecins libéraux ne peuvent être tenus comptables, responsables et réduits demain à de simples supplétifs, pour sauver un hôpital public à bout de souffle. Ils ne peuvent être soumis à des stages obligatoires, à des gardes obligatoires. Sans quoi c'est demain l'ensemble de notre système de santé qui menacera de s'effondrer, faute de vocations et d'installations.

Il est urgent d'agir en lançant une concertation nationale dédiée à ces enjeux, sans attendre, dès la nomination du nouveau Gouvernement. La CN URPS-ML écrira sans délai au nouveau Ministre de la Santé pour le saisir de ces enjeux.